

Comment François Hollande a rebattu les cartes

LE MONDE | 18.01.2014 à 10h32 • Mis à jour le 18.01.2014 à 10h34 | Par Françoise Fresso et David Revault d'Allonnes (le service politique)

Ses affaires conjugales exceptées – lesquelles semblent loin d'être résolues –, François Hollande a tout lieu d'être satisfait de sa semaine. Le président est libre. Il est redevenu le patron, « *le seul* », souligne Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale. A nouveau, le voilà au-dessus de la mêlée, politiquement du moins. Pour cela, l'homme de l'éternelle synthèse a dû forcer sa nature. Prendre, enfin, un « *risque* », comme il l'a souligné le 14 janvier lors de sa conférence de presse. Oser l'un de ces rares coups de poker qu'un chef de l'Etat peut s'autoriser au cours de son mandat.

Plombé dans les sondages, il a déserté les terres traditionnelles de la gauche pour aller emprunter à l'opposition « *la politique de l'offre* ». Quatre jours après cette triangulation – qui vise à puiser dans les thèmes de l'adversaire pour le priver d'arguments –, la gauche a encaissé le choc, la droite est déstabilisée, la majorité, le PS et les ministres ne pipent mot. Pour le moment, cela lui suffit. « *Il est content de lui* », rapporte un proche.

- « **LE RISQUE EST DE NE PAS EN PRENDRE** »

L'opération résurrection a été menée sur le mode commando en deux temps bien distincts : les vœux du 31 décembre 2013 servent de ballon d'essai. La conférence de presse du 14 janvier permet de tirer une salve. Lors du premier conseil des ministres de l'année, les ministres découvrent un président plus pressant que jamais. « *Il faut anticiper. Ne pas se laisser imposer le rythme* », leur dit-il.

La trêve de Noël a conclu l'annus horribilis marquée par l'affaire Leonarda et les bonnets rouges. Le naufrage guette. Le président doit reprendre la main. « *Le jour où on n'est plus en mouvement on est mort* », confie à la mi-décembre Jean-Marc Ayrault. Dès ce moment-là, le couple exécutif est à l'offensive pour éviter le fiasco programmé de la rentrée. Les hausses de TVA du 1^{er} janvier risquent de rallumer la mèche de la révolte fiscale ; les mauvais chiffres du chômage publiés fin décembre 2013 sont une nouvelle alerte.

« *Cela va trop lentement* », s'inquiète M. Hollande. Le président se dit désormais convaincu qu'il faut « *prendre un risque* », parce que « *le principal risque est de ne pas en prendre* ». En petit comité, il évoque l'économie espagnole qui, après une sévère cure d'austérité, commence à repartir. Et si, à la fin de son mandat, la France se faisait rattraper par l'Espagne ? Un camouflet...

- **LA LIGNE MACRON**

Une fois l'offensive actée, reste à en caler les détails. L'ancien conseiller de François Mitterrand, Jacques Attali, qui vient de publier *Urgences françaises* (Fayard, 2013), est mis à contribution. Laurent Fabius aussi qui, depuis des mois, plaide pour un cap

clair et un discours de combat. A l'Elysée, la ligne Macron s'impose. Depuis le début du quinquennat, le jeune secrétaire général adjoint de l'Elysée, Emmanuel Macron, défend la politique de l'offre pour doper la croissance. Il juge possible d'articuler sur ce choix un récit offensif axé sur la restauration de la souveraineté française. Et désormais, tous les conseillers approuvent.

Le président commande des notes aux ministres Pierre Moscovici, Bernard Cazeneuve, Marisol Touraine. Le ministre du travail, Michel Sapin, suggère la suppression des cotisations familiales, mais à une condition : qu'elle soit gagée par des économies et non par des hausses d'impôt.

Plusieurs soirées de suite, François Hollande s'isole pour peaufiner le texte de ses vœux, puis celui de sa conférence de presse. S'il s'est résolu à prendre un risque, le président veut éviter de se prendre les pieds dans le tapis. Le « Gayetgate », qui le cueille en pleine préparation de son grand rendez-vous avec les journalistes, est une pression de plus. Il doit être certain que le coup politique emportera tout le reste.

- **UNE LENTE MATURATION**

Avant d'oser, François Hollande a dû franchir plusieurs étapes. Et d'abord admettre qu'il s'était trompé sur la situation réelle du pays. En privé, il l'a reconnu dès l'automne 2012, mais sans oser en tirer toutes les conséquences. « *Heureusement que j'ai le sens de la synthèse, confie-t-il à l'époque, je n'ai été élu qu'avec 51,6 % des suffrages, la majorité parlementaire n'a que 45 % des voix ; sur ces 45 %, le Front de gauche a apporté 6 à 7 %.* » En clair, il veut encore ménager sa gauche.

Au printemps 2013, il reste sourd aux appels des strauss-kahniens qui, à l'instar du maire de Lyon Gérard Collomb, le pressent de se convertir au « socialisme de l'offre » avec cet argument prémonitoire : « *On ne relancera pas l'économie sans un minimum d'empathie à l'égard des entreprises.* » Il faudra attendre ce terrible mois de décembre qui le met personnellement en danger pour que le président ose bouger. « *Il s'est mis dans la situation de ne plus avoir le choix* », commente un proche.

- **« ON N'A RIEN FOUTU PENDANT DIX ANS »**

« *Pour se relancer, explique un fidèle, le président pouvait décider de changer de premier ministre mais il n'en avait pas envie. Il pouvait changer les ministres mais cela n'aurait pas suffi.* » Alors il fait sa propre révolution pour imposer sa ligne. L'offensive fiscale menée en novembre 2013 par Jean-Marc Ayrault a instillé le doute.

Pour contrer les ambitions de Manuel Valls, le premier ministre est, aux yeux des hollandais, parti un peu trop seul, un peu trop vite, un peu trop à gauche. Il faut le recadrer. « *La politique de l'offre, commente un ministre, c'est la réaffirmation de l'autorité présidentielle pensée dans ses moindres détails.* »

Ainsi, sur suggestion du ministre de l'économie, les coupes dans les dépenses publiques sont placées sous le contrôle direct de l'Elysée, tandis que le premier ministre obtient à l'arraché de s'occuper, avec le ministre du travail, des négociations sociales et des contreparties demandées aux entreprises. « *Jean-Marc peut*

reprandre de l'oxygène, mais celui qui tient le robinet et qui peut décider à tout moment de le couper, c'est François Hollande et lui seul », assure un proche.

Les ministres, eux, ont compris que jusqu'aux élections européennes, rien ne bougerait. La carte Valls n'est plus d'actualité. Chacun à sa façon se rallie au nouveau cap. « *On n'avait pas prévu, après le rapport Gallois, de devoir en mettre une seconde couche aussi épaisse », bougonne l'un d'eux. « *On rattrape le temps perdu depuis deux ans. Ça prouve qu'on n'a vraiment rien foutu pendant nos dix ans dans l'opposition* », ajoute un autre.*

• LES DESSOUS D'UN « DEAL »

Officiellement, François Hollande n'a pas changé, il est juste devenu lui-même. Pierre Moscovici, qui voit le président chaque mardi, est convaincu que « *la révolution copernicienne* » que lui-même préconisait à l'université d'été du Medef était aussi portée par le président. D'ailleurs, même au plus fort de la fronde fiscale, les contacts n'ont jamais cessé avec les représentants des entreprises.

Ces derniers mois, René Ricol, le président d'honneur des experts comptables que Nicolas Sarkozy avait mis à contribution au lendemain de la crise financière de 2008, s'est beaucoup démené pour rendre possible le pacte de responsabilité. Pierre Gattaz aussi. Début janvier, c'est le « chiche » lancé par le président du Medef à la proposition de François Hollande qui permet au président d'aller beaucoup plus avant lors de sa conférence de presse. « *Derrière ce deal, il y a l'idée que le pays est à un moment clé et qu'il ne faut pas rater le coche* », commente un grand patron.

• LES LIGNES BOUGENT

A l'issue de la conférence de presse, le président débriefe avec ses conseillers, dans son bureau. Les commentaires sont enthousiastes. Comme toujours. Le soulagement est manifeste. Même si personne n'aborde le sujet, chacun est persuadé que l'incendie allumé par le magazine *Close* est, pour l'heure, circonscrit.

De leur côté, les vieux amis, François Rebsamen, Stéphane Le Foll, savourent le coup politique. Ouvrir, recentrer, s'affranchir de la gauche radicale, c'est la ligne de ces deux hollandais qui, depuis le début du quinquennat, cherchent à fabriquer une véritable majorité présidentielle. L'engagement de responsabilité programmé au printemps par le président est un premier rendez-vous, très cadré : « *A trois mois des municipales, commente un responsable socialiste, personne n'a envie de ruer dans les brancards.* » Au bureau national du PS, seules quelques voix de la gauche du parti osent une critique contre la politique de l'offre tandis que les écologistes, se montrent très coopératifs.

• LA DROITE S'AFFOLE

François Bayrou, qui regarde l'intervention présidentielle à la télévision en compagnie de quelques proches, manque de s'étrangler : « *C'est ce que je lui avais dit il y a dix-huit mois !* », s'exclame le président du MoDem. L'alliance avec le centre ? François Hollande s'en est toujours méfié. Au début de son quinquennat, il n'a pas fait un geste pour aider le président du MoDem, lequel avait pourtant appelé à voter pour lui au second tour de la présidentielle. Mais affoler la droite ne déplaît pas à un président.

Avec sa politique de l'offre qui rejoint toutes les thématiques du couple Bayrou-Borloo, le coup de la triangulation est quasi parfait. Le centre est remis en selle tandis que les dirigeants de l'UMP se divisent en deux camps : Alain Juppé, Bruno Le Maire, Jean-Pierre Raffarin et les libéraux-centristes prêtent une oreille attentive, les sarko-copéistes campent sur leur position d'opposition ferme. Lorsque François Baroin marque son intérêt pour le pacte de responsabilité Jean-François Copé le rabroue vertement. « *C'est comme dans une campagne électorale, savourez Stéphane Le Foll, il y a des moments décisifs qui impriment toute la suite.* »